

Nouméa, le 5 mai 1995

Chers Congressistes du TAVINI HUIRAATIRA,
Vous tous qui portez la quête d'émancipation du Peuple Mahoï,

Mon Cher Oscar,

Cela fait la seconde fois que tu m'invites au congrès du Parti.

La 1ère fois en 1991, un problème pratique de dernière heure avait empêché le camarade que j'avais délégué pour venir porter notre message à votre congrès.

Aujourd'hui, tu as, à nouveau, renouvelé cette invitation par l'intermédiaire du Président de l'USTKE. La situation en pays kanak m'empêche cette fois encore d'être parmi vous. Je tiens néanmoins à te remercier et te prie de remercier le Parti, ses militants et sympathisants de votre confiance et de bien vouloir, encore une fois, m'excuser de ce nouveau contre temps.

Les luttes que nous menons dans chacun de nos deux pays sont difficiles dans des réalités culturelles, géographiques, économiques, sociales, politiques et statutaires différentes.

Elles ont cependant la particularité d'avoir comme fondement commun d'être dirigées contre la même puissance coloniale, la France. Et somme toute, qu'il importe que vous soyez dans un statut de large autonomie avec un gouvernement composé de gens du pays ou que nous soyons engagés en KANAKY dans un processus d'une durée bien établie pour 10 ans. L'essentiel n'est-il pas en effet de trouver les moments pour se rencontrer pour échanger, dans ces

contextes différents, sur l'évolution du combat pour l'émancipation, l'accession à la souveraineté et à l'indépendance que chacun de nos organisations politiques porte au nom de nos peuples respectifs ?

La lutte pour l'indépendance a grandi ces deux dernières années dans votre pays et au sein du peuple mahoï grâce à la clairvoyance politique, l'abnégation et le sens des responsabilités dont tu as su, avec les dirigeants du Parti, faire preuve. Je me rappelle encore la situation dans laquelle vous vous trouviez lorsque tu nous avais accompagné à l'O.N.U en 1987 avec Jean-Marie TJIBAOU. Pour avoir fait le même chemin, je me permets de dire que sous votre impulsion, la première étape a été franchie: celle de rendre populaire en pays mahoï, la lutte pour l'indépendance.

Cette étape indique bien que l'on ne pourra plus revenir en arrière. Elle annonce en même temps que toutes les spéculations sur le devenir du pays mahoï devront désormais prendre en compte l'aspiration, devenue aujourd'hui incontournable, du peuple mahoï à devenir indépendant. Les résultats du 1er tour des élections présidentielles mais aussi et surtout la mobilisation des travailleurs, notamment au début de cette année, confirment que la marche du peuple mahoï vers l'indépendance est un processus devenu irréversible.

Pour ce qui concerne KANAKY, vous savez que nous sommes engagés depuis 1988 dans un processus difficile, géré dans un système de partenariat politique à trois. Vous savez combien il est difficile de discuter avec la puissance de tutelle et vous vous en doutez, camarades, combien ça l'est encore plus lorsque ce dernier avait décidé d'imposer en 1988 autour de la table de négociations, les représentants des colons dont, historiquement, il en a la responsabilité historique.

Pour vous résumer la situation en KANAKY, je dirais que le processus dans lequel nous nous sommes engagés nous a permis,

depuis ces 6 dernières années, de faire réaliser un certain nombre de choses.

Par notre maîtrise des institutions provinciales dans la Province Nord et dans celle des Iles Loyauté, des améliorations notables dans ces deux parties géographiques du pays ont été rendues possibles. Comme vous vous en doutez, nos efforts ont surtout été axés sur la mise en place, dans ces deux Provinces, d'infrastructures notamment scolaires et sanitaires, pour aller dans le sens du rééquilibrage comme l'a souhaité Jean-Marie en signant pour nous les Accords de Matignon.

Cela n'est pourtant pas suffisant. Le développement économique du Nord du pays et des Iles reste à réaliser et à cet égard, notre constat est que la manne financière des Accords de Matignon est venue surtout conforter la mainmise pour ne pas dire le verrouillage politique et surtout économique du Territoire par la Droite anti-indépendantiste et le monde des Affaires dont elle est l'émanation. Cette situation se traduit par des inégalités sociales qui s'accroissent comme l'attestent la multiplication des conflits sociaux et le développement de zones d'habitat précaire autour de Nouméa.

C'est vous dire, chers amis, combien le processus actuel reste fragile car le partage et le rééquilibrage qui sont les enjeux majeurs des Accords continuent à se heurter à l'hermétisme du RPCR et des affairistes qui lui sont liés. L'opération commando menée cette semaine contre un piquet de grève de nos camarades de l'USTKE constitue l'exemple le plus flagrant de cet hermétisme et de cette étroitesse d'esprit.

Sur le plan politique, KANAKY entre aujourd'hui dans une phase décisive. Des échéances politiques importantes, les élections municipales et l'élection provinciale, auront lieu respectivement en juin et juillet prochains. Le FLNKS compte les saisir comme autant d'occasions pour montrer sa détermination à aller de l'avant et nous devons en sortir victorieux pour être forts dans les négociations car nous avons en effet décidé de jouer, à partir de cette fin d'année 1995, tous les atouts politiques en négociant sur la base de notre

projet politique avec le RPCR et l'Etat colonial, l'accession du pays à l'indépendance en 1998.

La partie sera rude car il nous reste trois ans et en face de nous, nous avons des adversaires qui possèdent tous moyens. Aussi, nous avons décidé d'engager, dans la mesure du possible, un large rassemblement de toutes les forces politiques indépendantistes et progressistes, syndicales, associatives, coutumières pour nous rassembler sur une démarche et un projet communs pour créer le rapport de force politique nécessaire, pour remporter d'abord les prochaines échéances électorales puis, pour faire triompher le choix de l'indépendance au référendum de 1998.

Ce que je voudrais dire pour conclure, chers amis et camarades, c'est quelque soient les choix stratégiques que nous faisons, ce qui importe, en fin de compte, c'est que la victoire soit au bout.

Hier 4 mai, nous avons commémoré le 6ème anniversaire de la disparition de Jean-Marie et Yéyé et aujourd'hui 5 mai, le 7ème anniversaire de la mort des 19 militants kanak en 1988 lors de l'assaut par les forces spéciales françaises dans la grotte de Gossanah à Ouvéa. Pour le peuple kanak, les Accords de Matignon, c'est 10 ans dans une colonisation qui dure depuis maintenant plus d'un siècle et si nous ne remportons pas la victoire en 1998, la lutte continuera.

Ce qui importe surtout également, c'est qu'au-delà de nos différents choix stratégiques, une collaboration et une solidarité plus grandes encore s'instaurent entre nos peuples et nos différentes organisations politiques et je saisis cette occasion pour vous exprimer, au nom du FLNKS et au nom du peuple kanak, notre solidarité fraternelle et notre chaleureuse amitié.

Vive le TAVINI HUIRAATIRA !
Vive le Peuple Mahoï !

Salutations militantes à tous et à toutes les congressistes.

Paul NEAOUTYINE,

Président du FLNKS.